Marché suisse du travail de la coopération internationale

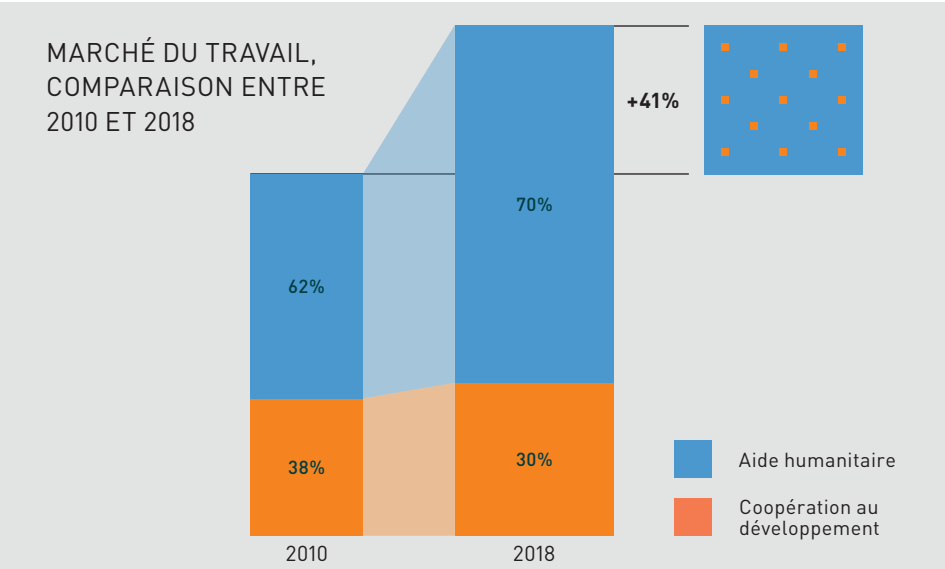
Highlights

# De 2010 à aujourd'hui, zoom sur les tendances

Dix ans – une éternité ! Du moins dans la coopération internationale, un secteur en perpétuelle évolution. Quels nouveaux développements, quels changements importants ont eu lieu durant cette période ? En voici la synthèse.

## 1 Sous l'impulsion de l'aide humanitaire, le marché grandit

Le marché du travail comprend tout travail effectué sur le plan international pour améliorer les conditions de vie des personnes, notamment de celles qui vivent dans des situations de précarité ou de crise. Les 17 objectifs de développement durable (ODD, SDGs en anglais) constituent le dénominateur commun de ces activités. Le nombre d'emplois dans le marché du travail suisse de la coopération internationale (CI) a progressé de 41 % depuis 2010. L'aide humanitaire (AH) représente aujourd'hui 70 % du marché (ses effectifs ont doublé en 8 ans). La coopération au développement (CD) a aussi connu une croissance, bien que moins marquée.



cinfo

### A propos

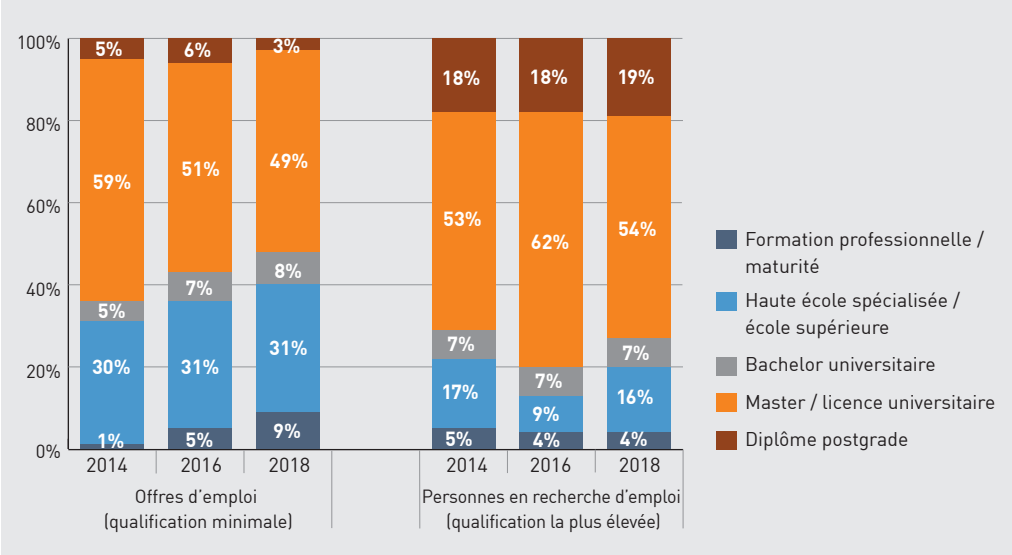
cinfo, le centre suisse de compétences pour la coopération internationale, réalise le monitoring du marché du travail en collaboration avec le bureau d'études BASS. Sont passés au crible le comportement des personnes en recherche d'emploi et celui des organisations :

- enquête auprès des employeurs (Confédération, ONG suisses et ONG internationales avec siège en Suisse, CICR, fondations – les organisations de la Genève internationale ne font pas partie de l'étude)
- enquête auprès des personnes actives sur le portail de l'emploi cinfoPoste
- décryptage des offres d'emploi publiées sur cinfoPoste
- enquête auprès des institutions de formation et formation continue.

n.b. Ces statistiques concernent les emplois spécifiques à la coopération internationale et ne tiennent pas compte des fonctions de soutien comme la communication, les RH et les tâches administratives.

## 2 Une formation supérieure et une expertise spécifique s'avèrent indispensables

De la bonne volonté et le désir d'une activité « qui fait sens » ne suffisent pas pour décrocher un emploi dans le secteur. La plupart des emplois proposés (91 % en 2018) exigent un diplôme de l'enseignement supérieur (haute école, haute école spécialisée ou université). Aujourd'hui, la coopération internationale se caractérise donc par un degré élevé de professionnalisation, tant du côté de l'offre que de la demande.



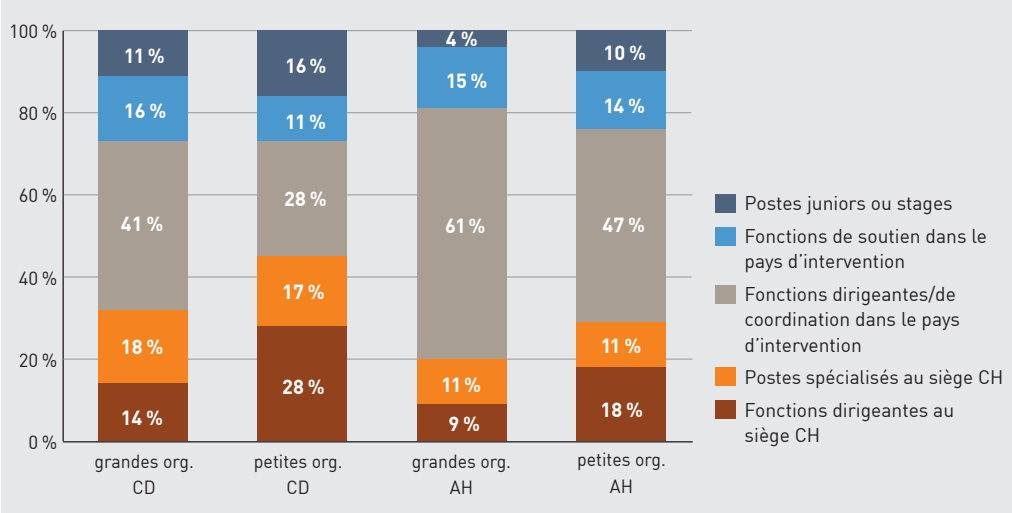

L'éventail des formations étroitement liées à la coopération internationale s'est d'ailleurs considérablement élargi depuis 10 ans. Il existe aujourd'hui 26 programmes d'études (universités et hautes écoles) en lien avec ce secteur, contre seulement 8 en 2005.

Enfin, en plus d'une expertise spécifique, 44 % des emplois requièrent une première expérience professionnelle dans le secteur.

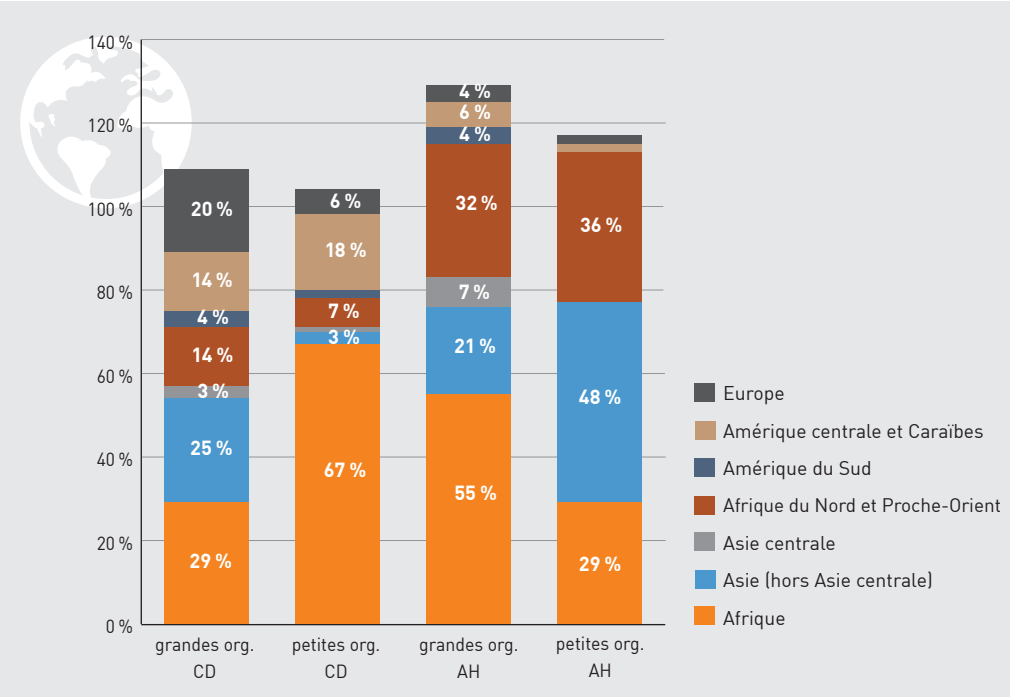
## 3 Les opportunités d'entrée fluctuent selon le type d'organisation

Sur cinfoPoste, le portail suisse de l'emploi pour la coopération internationale, 18 % des personnes cherchent à entrer dans le secteur par un stage ou un poste « junior ».

Or, ceux-ci ne sont pas accessibles partout de la même manière. En effet, la coopération au développement, dont 14 % des emplois sont réservés aux jeunes sans véritable expérience, offre clairement plus d'opportunités d'entrée que l'aide humanitaire, avec seulement 5 % des postes s'adressant aux « juniors ». Certes, l'aide humanitaire ne recrute pas systématiquement par le biais d'annonces, mais on peut affirmer que le domaine est moins accessible aux personnes sans expérience professionnelle. De façon générale, les opportunités d'entrée sont plus nombreuses dans les petites organisations.

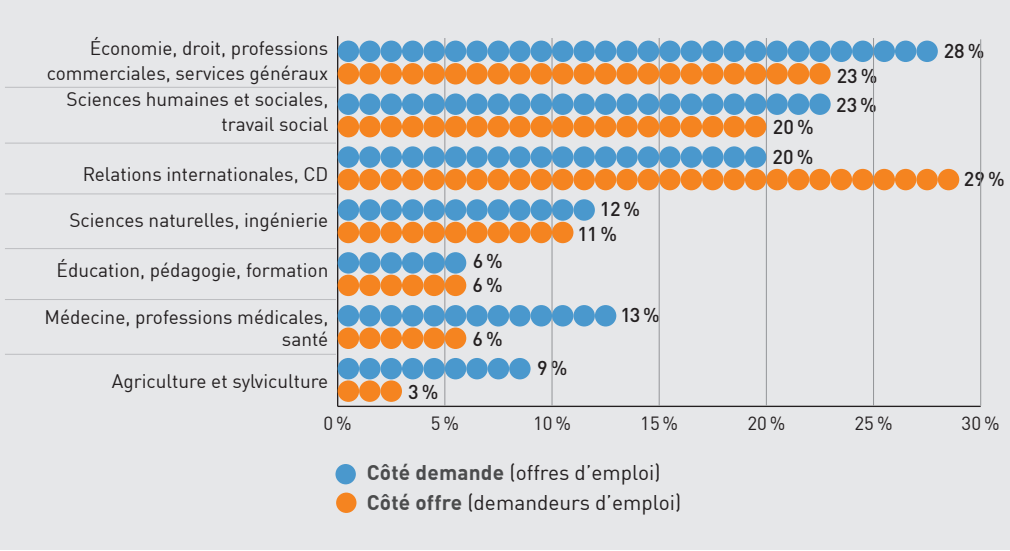


L'ouverture à un poste à l'étranger augmente les chances des personnes recherchant un emploi, puisque le travail dans un pays d'affectation concerne environ deux tiers des postes pris en compte dans cette étude. La majorité des engagements sont effectués dans la région Afrique, suivie de près par les missions en Asie.




## Certains profils sont particulièrement recherchés

De quelles expertises les organisations de la coopération internationale sont-elles friandes ? Lorsqu'on compare l'ensemble des annonces, certains domaines de travail sortent du lot. Ainsi « l'économie, le droit et l'administration des affaires », « les sciences sociales et humaines et le travail social » ainsi que « les relations internationales et la coopération au développement » sont les domaines les plus recherchés par les employeurs. Il existe aussi une demande, plus modeste, pour « les sciences naturelles et les professions de l'ingénierie », « la médecine et la santé » et « l'agriculture et la sylviculture ». D'une manière générale, la demande et l'offre d'emploi sont équilibrées. On note cependant une demande accrue pour certains profils (ex. économie, santé et agriculture), qui se heurte à une offre encore trop restreinte.

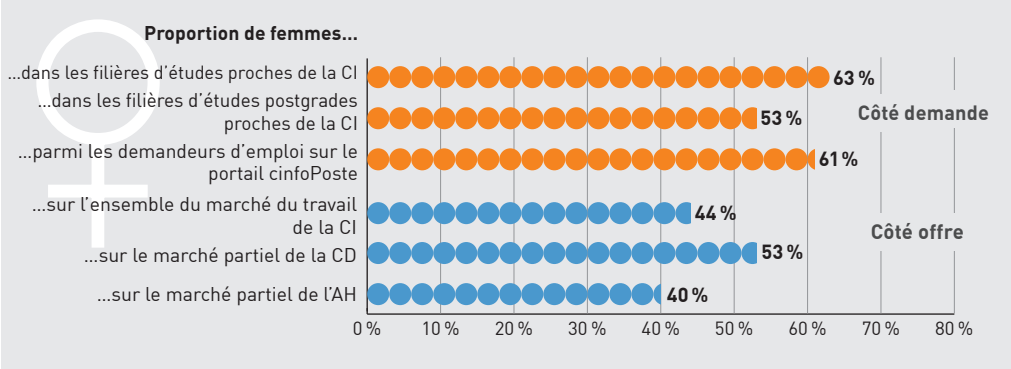



4

## 5 Une sous-représentation féminine persiste

Les femmes recherchant un emploi dans la coopération internationale sont très nombreuses, et même majoritaires (environ 60 %). Pourtant, dans la réalité du marché du travail, les femmes ne représentent que 44 % du personnel engagé dans le secteur.

L'aide humanitaire, qui n'emploie que 40 % de femmes, joue un rôle prépondérant dans cette sous-représentation féminine – la coopération au développement, pour sa part, emploie 53 % de femmes. L'aide humanitaire reste-t-elle donc un domaine masculin ? Nous supposons que ceci s'explique par la quasi absence de travail à temps partiel (14 %) et par des conditions de travail rendant difficile la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle. Les prochaines années permettront de vérifier si ce ratio se perpétue ou non.

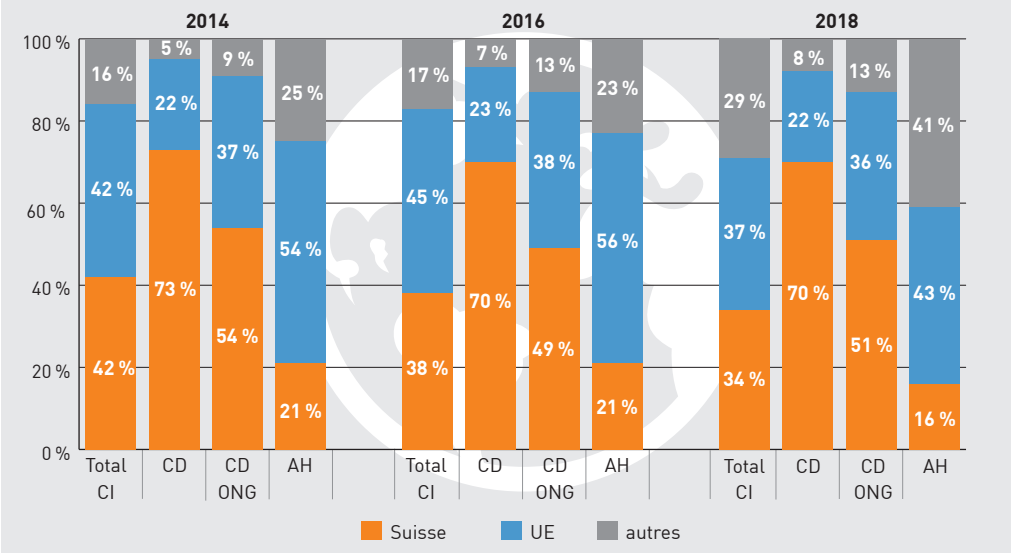



## 6 Le personnel des organisations est de plus en plus international

Pour certaines spécialisations plus recherchées et des postes difficiles à pourvoir, plusieurs organisations suisses recrutent de façon plus intense à l'étranger.

Entre 2014 et 2018, la proportion de personnel suisse dans les organisations est passée de 42 % à 34 %, tandis que la proportion de collaboratrices et collaborateurs originaires de pays hors UE est passée de 16 % à 29 %.

Cette tendance à l'internationalisation peut être largement attribuée au CICR, qui n'employait que 16 % de Suissesses et Suisses en 2018 (21 % en 2016). Dans le secteur humanitaire, la représentation suisse est faible de manière générale. Dans la coopération au développement, l'origine de la main-d'œuvre est relativement stable. Quant aux acteurs étatiques, ils continuent d'employer une très large majorité de personnes de nationalité suisse.




Dix ans après sa première publication, le rapport sur le marché du travail dans sa nouvelle version permet une comparaison inédite, de 2010 à aujourd'hui. Retrouvez-le en intégralité sur

**www.cinfo.ch/trends**